



# Les États-Unis au XXI<sup>e</sup> siècle

*en faits et en chiffres*

Fonctionnement du pouvoir  
Économie  
Société  
Politiques internationales



Thérèse Rebière  
Isabelle Lebon

# *Chapitre 1*

## **Les États-Unis face aux crises**

### **1.1 La crise psychologique : les attentats de 2001**

Les attentats du 11 septembre 2001 ont forgé ce qui restera peut-être comme les images les plus traumatisques de la mémoire collective américaine : les images des tours jumelles du *World Trade Center*, situées à Manhattan dans le quartier des affaires new-yorkais, en feu après avoir été percutées par des avions de ligne, puis s'écroulant l'une après l'autre dans un nuage de débris. Du fait même de ces images et parce que rien n'avait permis à la population d'anticiper une telle attaque, ces attentats ont constitué un choc majeur dans la société américaine comme dans une grande partie du monde. C'est le cœur même de l'économie américaine, considéré comme le centre névralgique de la finance et le symbole de l'économie de marché qui est ainsi touché. Ces attaques sont un choc mondial, une remise en cause de l'image de la suprématie américaine mais également du modèle de société et de développement économique prôné par les nations démocratiques et libérales. Leurs répercussions sur les relations internationales et les politiques économiques des États-Unis ont été à la hauteur de ce choc.



**Lien vidéo. 11 septembre 2001 : le récit des attentats terroristes historiques, chaîne YouTube du journal Le Monde.  
Mis en ligne le 8 sept. 2021.**

<https://www.youtube.com/watch?v=taWxrqjtQZ0>

### 1.1.1 Rappel des faits : le contexte de la crise

C'est avec le sentiment d'être en position de force que les États-Unis abordent le XXI<sup>e</sup> siècle. La guerre froide est terminée. Le démantèlement de l'URSS et la chute des gouvernements des pays de l'ex-bloc de l'Est (de l'ex-Pacte de Varsovie) entre 1989 et 1991 ont eu raison du système communiste. Sortis vainqueurs de l'affrontement idéologique, économique et militaire qui a traversé le XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis se considèrent comme le leader désormais incontesté du monde. Certains voient même le modèle de la démocratie libérale et de l'économie de marché à l'américaine comme destiné à terme à s'établir définitivement partout dans le monde selon un processus inéluctable, ce que le chercheur en sciences politiques américain Francis Fukuyama qualifie de «fin de l'histoire» (Fukuyama, 1992).

#### Le contexte international

Les quatre attentats coordonnés intervenus le matin du 11 septembre 2001 frappent donc un pays sûr de sa puissance. Quatre avions desservant des lignes intérieures américaines sont détournés presque simultanément par des terroristes décidés à les écraser contre des cibles symboliques de cette puissance. Deux sont destinés aux tours du *World Trade Center*, symboles de la puissance économique. Un est précipité sur le Pentagone qui abrite le département de la Défense, symbole de la puissance militaire. Le dernier se serait probablement abattu sur la Maison Blanche ou le Capitole, symboles de la démocratie, sans l'intervention des passagers dont la rébellion contre les preneurs d'otage a conduit l'avion à s'écraser en Pennsylvanie. Les États-Unis ont été frappés sur leur propre territoire par des terroristes dont on apprend rapidement qu'ils ont pu y préparer longuement leurs attentats, notamment en prenant des cours de pilotage sur le sol américain, sans être détectés par les services de renseignement. La revendication des attentats par Oussama Ben Laden au nom d'Al-Qaïda n'est pourtant pas une surprise, car ce mouvement terroriste avait frappé à plusieurs reprises les intérêts américains dans les années précédentes. On peut notamment citer l'attentat contre les marins de l'*USS Cole* en octobre 2000 au Yémen, les attentats à la bombe quasi-simultanés contre les ambassades des États-Unis à Nairobi au Kenya et à Dar es Salam en Tanzanie en août 1998 et le premier attentat contre le *World Trade Center* en février 1993 faisant alors 6 morts et un millier de blessés suite à une explosion massive dans le parking de la tour Nord. Toutefois aucun des précédents attentats n'avait été aussi symbolique et aussi meurtrier que ceux de 2001.

Cette implication d'Al-Qaïda renvoie en outre les Américains à l'échec de leurs propres choix stratégiques, sachant que ce mouvement a autrefois été financé par la CIA, lorsqu'il combattait l'Armée Rouge envoyée par l'URSS en Afghanistan jusqu'au retrait de celle-ci en décembre 1991 (Riedel, 2014), sans que les services secrets américains aient anticipé qu'il pourrait un jour se retourner contre eux (Zahid, 2014). Oussama Ben Laden aurait ainsi coopéré avec la CIA dans le cadre de l'Opération Cyclone ; jusqu'à 500 millions de dollars par an auraient été versés aux rebelles afghans pour financer des camps d'entraînement et des armes afin de défaire le gouvernement communiste officiel installé en Afghanistan par l'Union soviétique. Certaines sources attribuent à Oussama Ben Laden lui-même l'idée d'armer les moudjahidines afghans de missiles *Stinger* américains pour combattre les avions et hélicoptères soviétiques (Primakov, 2004). L'abandon des moudjahidines par les Américains après le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan est considéré par certains comme la source des évènements du 11 septembre 2001 (voir **Encadré 1.1**).

Jusqu'en 1996, le gouvernement américain n'avait pas conscience de l'influence d'Oussama Ben Laden dans l'organisation de ce qui est devenu une nouvelle forme du terrorisme international (voir National Commission on Terrorist Attacks (2004), p. 108-109), le décrivant simplement comme un financier islamique extrémiste dans les rapports d'analyse. En 1998, cependant, les attentats meurtriers contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie conduisent les États-Unis à revoir leur position. Ils bombardent alors les camps d'Al-Qaïda en Afghanistan dans l'objectif de mettre fin au groupe terroriste. Selon Steve Coll (2004), la NSA (*National Security Agency*) connaissait l'emplacement de ces camps grâce à l'écoute des conversations d'Oussama Ben Laden via son téléphone satellitaire. Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur le 11 septembre (voir National Commission on Terrorist Attacks (2004), chapitre 4.4) mentionne qu'après cette frappe, les terroristes ont presque immédiatement cessé d'utiliser leurs téléphones par satellite suite à une fuite dans le *Washington Times* révélant ce système de repérage, ce qui a considérablement affaibli les capacités américaines d'interception d'informations. Plus généralement, ce rapport a mis en lumière les différentes failles des services de renseignement ayant permis la survenance des attentats, tels que les problèmes de communication entre les différentes agences fédérales, ce qui ne fit qu'ajouter au traumatisme de la population américaine.

**Encadré 1.1. Extrait d'audition du Colonel Joseph J. Collins,  
devant une sous-commission de la Chambre des représentants,  
« Retraits d'Afghanistan : leçons historiques », le 18 juillet 2012**

- « L'Union soviétique a mené une guerre désastreuse en Afghanistan, mais son invasion et son retrait ont été des opérations efficaces et réussies. [...] Le régime de Najibullah a duré 3 ans après le retrait soviétique [ndlr : décidé en décembre 1991]. [...] Après le départ des troupes soviétiques, l'Afghanistan est passé d'une guerre contre un envahisseur à une guerre civile, qui a connu une issue décisive, mais non définitive, phase où les talibans radicaux se sont emparés de Kaboul en 1996. Peu après le retrait soviétique, les États-Unis ont quitté le combat, bien avant la fin de la guerre. La négligence des États-Unis après 1991 a laissé la gestion du conflit au sol entre les mains du Pakistan, ce qui a facilité l'avènement des talibans, le développement d'une position de force d'Al-Qaïda en Afghanistan et, finalement, les attentats du 11 septembre contre les États-Unis. »
- « Nous avons abandonné les moudjahidines. Nous pensions que notre travail consistait à faire sortir les Soviétiques. Nous l'avons fait, et nous avons dit, d'accord, c'est tout, nous allons nous concentrer sur l'aide humanitaire, mais rien d'autre. Cela a conduit aux talibans, qui bien entendu ont conduit à Al-Qaïda [...] et cela a conduit au 11 septembre. »

Source: House Hearing, 112 Congress, H.A.S.C. n° 112-143, U.S. Government Publishing Office. Audition du Colonel Joseph J. Collins, Professeur de stratégie en sécurité nationale au National War College, devant la sous-commission Contrôles et Enquêtes de la Commission des services armés de la Chambre des représentants, « Retraits d'Afghanistan: leçons historiques », le 18 juillet 2012. Traduction des auteurs.

### Le contexte économique

Sur le plan économique, les attentats du 11 septembre surviennent dans le contexte d'une légère détérioration de l'activité économique après une décennie de très forte croissance. Ce retournement de la conjoncture coïncide avec l'éclatement de la bulle Internet (bulle spéculative sur les actifs des startups de l'Internet) qui intervient en mars 2000. La valeur boursière des entreprises de nouvelles technologies a augmenté de façon très rapide au cours des années précédentes, puisque la valeur de l'indice NASDAQ, qui en retrace l'évolution, a été multipliée par plus de 6 entre mars 1995 et mars 2000 (voir **Graphique 1.1**). Cependant, cette hausse était sans rapport avec la faible rentabilité réelle à court terme desdites entreprises, ce qui explique que la chute de leur valeur se poursuive jusqu'en 2003. Pendant le même temps, le marché du travail, qui était dans une situation de quasi plein emploi début 2000 avec un taux de chômage de 3,8 %, commence à se détériorer. Les attentats du 11 septembre 2001 ne

sont donc pas à l'origine des difficultés économiques que traversent les États-Unis dans cette période, mais le choc qui en résulte accentue cette tendance défavorable.

**Graphique 1.1. Valeurs journalières de l'indice du NASDAQ  
à la clôture du marché**



Source: NASDAQ OMX Group, NASDAQ Composite Index [NASDAQCOM],  
extrait du site FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis;  
<https://fred.stlouisfed.org/series/NASDAQCOM>, le 14 janvier 2024; graphique des auteurs.

L'importance du bilan humain de ces attentats, qui ont fait près de 3 000 morts, constitue une preuve de la vulnérabilité des États-Unis sur leur propre sol. Ce choc a conduit à une profonde modification de la politique internationale américaine et plus généralement à leur manière d'appréhender le reste du monde.

### 1.1.2 L'impact sur les relations internationales : l'interventionnisme de guerre

La réponse des dirigeants américains se devait d'être à la hauteur de l'énorme séisme provoqué par ces attaques dans la société américaine. Le soir même, le président Georges W. Bush s'adressait à la nation pour dénoncer l'acte de terreur qui venait de frapper des citoyens américains,

avant d'appeler les amis et alliés des États-Unis, ainsi que tous ceux qui souhaitent « la paix et la sécurité » à s'unir « pour gagner la guerre contre le terrorisme » (voir **Encadré 1.2**).

**Encadré 1.2. Le président George W. Bush et la guerre contre le terrorisme**

**Extraits de l'allocution à la nation du 11 septembre 2001 à 18 h 30 heure locale**

 Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, notre liberté même ont été attaqués par une série d'actes terroristes délibérés et meurtriers. Les victimes se trouvaient dans des avions ou dans leurs bureaux ; secrétaires, hommes et femmes d'affaires, militaires et travailleurs fédéraux ; mères et pères, amis et voisins. Des milliers de vies ont été soudainement détruites par des actes de terreur pervers et méprisables. Ces meurtres de masse visaient à effrayer notre nation et à la faire reculer. Mais ils ont échoué ; notre pays est fort. [...] L'Amérique et nos amis et alliés se joignent à tous ceux qui veulent la paix et la sécurité dans le monde, et nous sommes unis pour gagner la guerre contre le terrorisme. [...]»

Source: Archives officielles de la Maison Blanche,  
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov>.  
 Traduction des auteurs.

**Commentaires du président George Bush lors de la série de photos suivant l'entretien avec l'équipe de la sécurité nationale du 12 septembre 2001**

 Les attaques délibérées et meurtrières perpétrées hier contre notre pays étaient plus que des actes de terreur. C'étaient des actes de guerre. Cela nécessitera que notre pays s'unisse avec une détermination inébranlable. La liberté et la démocratie sont attaquées.  
 [...] L'Amérique est unie. Les nations du monde épries de liberté sont à nos côtés. Ce sera une lutte monumentale du bien contre le mal. Mais le bien l'emportera. »

Source: Archives officielles de la Maison Blanche,  
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html>.  
 Traduction des auteurs.

Dès le lendemain matin, après s'être entretenu avec l'équipe en charge de la sécurité nationale (*National Security Team*), le président Bush qualifie les attentats d'actes de guerre et la réaction des États-Unis qui allait en découler de lutte du bien contre le mal.

D'emblée, l'ampleur de la riposte voulue par les États-Unis est ainsi annoncée. Cette riposte se concrétise dès octobre 2001 par l'invasion de l'Afghanistan dont le régime taliban abrite Oussama Ben Laden et les bases

d'entraînement d'Al-Qaïda. En cinq semaines, les talibans sont chassés de Kaboul. Mais les objectifs américains ne concernent pas que l'Afghanistan. Dans le discours sur l'état de l'Union de janvier 2002<sup>1</sup>, le président Bush définit comme «l'Axe du Mal» les pays qui s'allient aux terroristes islamiques pour menacer la paix dans le monde et il cible en particulier l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord (Rigal-Cellard, 2003). En mars 2003, alors que ses troupes sont toujours engagées en Afghanistan, le gouvernement américain décide d'attaquer l'Irak de Saddam Hussein. La capitale Bagdad ne met que 19 jours à tomber.

Cependant, ces deux conflits se sont inscrits dans un contexte international très différent. La guerre en Afghanistan avait fait l'objet d'un total consensus parmi les alliés des États-Unis, mais l'attaque contre l'Irak sous le prétexte d'armes de destruction massive que le régime de Saddam Hussein détiendrait fissure le camp occidental. La France et l'Allemagne tenants d'une solution diplomatique refusent notamment de s'y associer. Pour les Américains, c'est bien plus qu'une divergence de vue. Dans la logique binaire née des attentats du 11 septembre, où tous ceux qui ne sont pas avec moi sont contre moi, c'est un affront voire un affrontement. Dans ce contexte, les États-Unis en voudront longtemps à ceux qui se sont opposés à sa stratégie en Irak, et tout particulièrement à la France<sup>2</sup>. Pourtant les fameuses armes de destruction massive, dont Colin Powell, alors secrétaire d'État, avait montré les photos satellites devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour inciter les alliés à l'action, ne seront jamais découvertes en Irak. Et pour cause, Colin Powell reconnaîtra plusieurs années plus tard la nature inexacte de ces renseignements tout en affirmant avoir cru aux informations brandies devant les Nations unies (ONU) au moment de son discours.



**Lien vidéo. Irak : 20 ans après l'invasion américaine, Site YouTube de la chaîne de télévision France 24, le 20 mars 2023.**

<https://www.youtube.com/watch?v=xCQkPxh5Wd4>

- 
1. Archives de la Maison Blanche, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>, 29 janvier 2002.
  2. Three Miscreants, article du Washington Post par Jim Hoag le 13 avril 2003.  
<https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/04/13/three-miscreants/5b846b52-9935-4bb5-86c4-c71589ad994a/>

Malgré leurs victoires éclair, les États-Unis rencontrent bien des difficultés sur les deux théâtres d'opérations, car rien n'a été réellement préparé pour la gestion des territoires, ni pour la mise en place de régimes alternatifs à ceux qui sont tombés. Cette impréparation pourrait surprendre, mais elle peut s'expliquer par la vision simpliste et presque messianique des néo-conservateurs dont le point de vue s'impose à la Maison Blanche après le 11 septembre. Il est à peine caricatural de dire qu'ils imaginent qu'une fois les pouvoirs en place tombés, la démocratisation et l'américanisation de ces pays se feront d'elles-mêmes (Dorronsoro et Harling, 2005). Cette vision explique d'ailleurs les noms donnés aux deux opérations militaires *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom*, respectivement en Afghanistan et Irak. Cela témoigne cependant d'une réelle méconnaissance des pays conquis. En Irak, l'invasion conduit à un délitement du pays. Le retrait des troupes américaines en 2011 laisse le pays aux mains des milices armées et des groupes terroristes, au point que les États-Unis devront prendre part à une nouvelle opération militaire entre 2014 et 2017 pour chasser l'État islamique qui s'était emparé d'une partie du pays après leur départ. Mais, c'est aussi vers son voisin iranien que le gouvernement irakien se tourne pour obtenir le soutien nécessaire pour vaincre l'État islamique.

Au final, l'intervention américaine aura conduit à installer en Irak un pouvoir chiite sous l'influence de l'Iran, ce qui est à l'opposé de ce que souhaitaient les États-Unis. Quant à l'Afghanistan, le retrait des troupes américaines en août 2021 s'est traduit par la reprise de contrôle immédiate de la plus grande partie du pays, et notamment de la capitale Kaboul, par les talibans auxquels le régime soutenu et financé par les Américains n'a été capable d'opposer aucune résistance. Ce retrait réalisé dans des conditions chaotiques est apparu comme une véritable défaite aux yeux des Américains eux-mêmes.

Vingt ans de guerre et plus de 14 000 morts américains (Adam, 2021), pour ne parler que d'eux, n'ont donc pas permis d'atteindre les buts que s'étaient fixés les États-Unis au moment de l'invasion de l'Afghanistan puis de l'Irak. Ils ont même apporté la preuve que la puissance américaine ne lui donnait pas la possibilité de façonner le monde. La conviction initiale des dirigeants américains était que le « *hard power* » que constitue l'option militaire leur permettrait de garantir la sécurité des États-Unis et de faire émerger des régimes démocratiques alliés à la place des pouvoirs hostiles en place, cela leur a fait totalement négliger le « *soft power* » qu'est la diplomatie. Cette politique internationale a en outre créé une réelle dissension